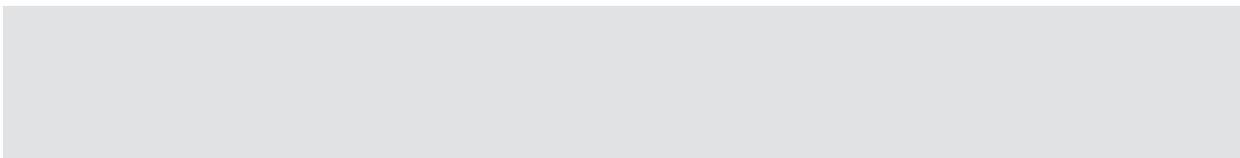
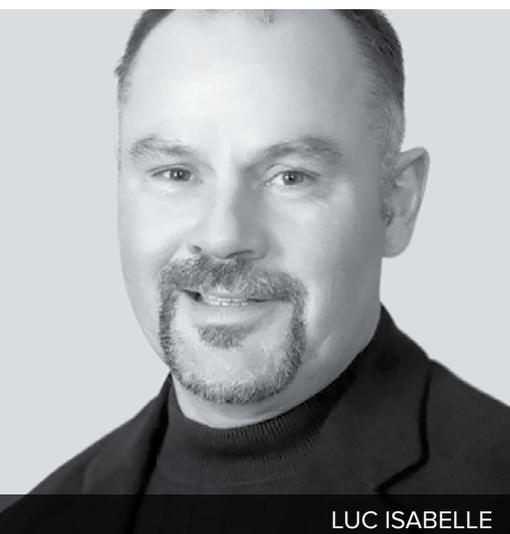


RAPPORT
ANNUEL
2014



PROMUTUEL
ASSURANCE
VAUDREUIL-SOULANGES

UNE IMAGE FORTE, UNE ÉVOLUTION PROMETTEUSE



LUC ISABELLE

Il y a trois ans, l'ensemble du Groupe Promutuel a mené une grande réflexion sur sa stratégie d'affaires, ce qui a donné naissance à une multitude de projets et de réalisations. Cet exercice indispensable a fait de 2014 l'année du déploiement tous azimuts de ce que nous sommes et de la place que nous sommes déterminés à occuper dans le marché de l'assurance.

Nous avons commencé 2014 en force avec le dévoilement de notre nouvelle image de marque, véritable vent de fraîcheur et de modernité. Le 9 février, nous avons franchi cette étape déterminante en nous affichant sous notre nouveau jour. Nous avons du même coup affirmé notre positionnement : nous sommes **Promutuel Assurance**.

Au fil des mois, notre nouvelle signature a pris d'assaut toutes les tribunes médiatiques pour le plus grand plaisir des consommateurs, qui lui ont réservé un accueil plus que positif. Simultanément, une nouvelle campagne de publicité a été lancée, laquelle s'est poursuivie tout au long de l'année pour une présence accrue dans les différents médias.

L'année 2014 a été ponctuée de grands changements positifs qui font miroiter un avenir des plus prometteurs pour notre organisation. Plus que jamais, Promutuel Assurance est déterminée à conquérir de nouveaux marchés. Partout au Québec et dans notre région, elle se donne les moyens de ses ambitions pour faire sa marque dans l'industrie de l'assurance.

Cet esprit de modernisation et ce désir d'innover qui nous animent sont des plus stimulants. Nous nous projetons avec vigueur dans l'avenir. C'est avec beaucoup de bonheur que le conseil d'administration et la direction de votre Société mutuelle accueillent cette vague de changement. Après des décennies d'existence, nous continuons de mettre de l'avant notre force mutualiste et notre expertise régionale inégalée, tout en évoluant pour toujours mieux répondre aux besoins de nos assurés.

LA CROISSANCE SE POURSUIT

Parallèlement à cette transformation, nous avons continué de multiplier les efforts pour offrir le même excellent service qui fait notre réputation depuis toujours. De concert, notre conseil d'administration et nos ressources ont travaillé pour garantir le succès de votre Société mutuelle. C'est dans cette optique qu'à l'automne 2014, nous avons décidé de restructurer l'ensemble de nos opérations internes. Parmi les actions constructives que nous avons posées, mentionnons le rassemblement de tous nos agents au sein d'équipes multidisciplinaires, aux bureaux de Les Coteaux et de Vaudreuil-Dorion, ainsi que la conversion de notre point de service de Rigaud en centre administratif.

Une organisation qui se soucie des attentes de la clientèle et qui questionne sans cesse ses processus opérationnels est véritablement en quête d'adaptation et de progrès. C'est ce qui nous permet d'afficher des résultats positifs comme ceux de 2014. En effet, notre volume-primaires franchit presque les 20 millions de dollars. Il va sans dire que les efforts marqués de toute notre équipe, conjugués à une présence médiatique de plus en plus importante (médias traditionnels, Web, réseaux sociaux, événements), ont grandement contribué à l'obtention de ces résultats prometteurs.

PROMUTUEL
ASSURANCE

Au total, en 2014, la somme de 10 507 000 \$ a été rapidement versée en indemnités à nos assurés victimes d'un sinistre. Ce montant représente une baisse de 24 % par rapport à 2013. En matière de sinistralité, nous avons donc connu une bonne année. Les conditions climatiques favorables dans notre région, de même que les efforts marqués de toute notre équipe de préventionnistes, ont notamment permis d'obtenir ces résultats. Rappelons aussi qu'en 2013, nous avons connu une très haute fréquence d'incendies et de pertes majeures.

En combinant nos résultats, nous sommes fiers de l'excédent net dégagé de 1 155 000 \$. Quand croissance et rentabilité se rencontrent, c'est un indicateur que nos actions stratégiques ont été fructueuses.

DES PROJETS PORTEURS DE RÉSULTATS

Forte de sa nouvelle image de marque contemporaine et actuelle, votre Société mutuelle a réalisé de nombreux projets visant à nous permettre de gagner en efficacité et d'atteindre nos objectifs de développement.

Les innovations technologiques ne cessent d'évoluer et nous devons y faire face pour répondre aux besoins toujours changeants des clients. C'est dans ce contexte que notre Groupe a devancé le marché : Promutuel Assurance a été le premier assureur au Québec à lancer sa soumission combinée en ligne pour l'assurance automobile et habitation. À une ère où les consommateurs souhaitent plus de rapidité et de flexibilité lorsqu'ils magasinent leurs assurances, il s'agit d'une réalisation répondant à un véritable besoin.

Dans la foulée des améliorations apportées à son site Internet, Promutuel Assurance a également lancé un blogue sur lequel elle tente de démystifier certaines facettes de l'assurance. Toujours dans l'optique de répondre aux attentes des assurés, cette plateforme vulgarise certains termes et rend accessibles des notions parfois complexes, tout en abordant différents sujets d'actualité.

Sans contredit, l'année 2014 a été riche en améliorations et en nouveautés de toutes sortes, lesquelles nous permettront d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés pour les années à venir.

DES GESTES D'ENTRAIDE ET DE SOLIDARITÉ

Encore et toujours, votre Société mutuelle s'implique dans de nombreuses causes et est présente dans les communautés. Elle accorde une place de choix aux valeurs mutualistes et a apporté sa contribution à de nombreux organismes au cours de la dernière année.

Ces gestes d'entraide reflètent bien la solidarité qui unit les sociétés mutuelles du Groupe et qui règne au sein même de votre Société mutuelle. Merci aux dirigeants et aux employés d'en faire un pilier dans la région, sur lequel les assurés peuvent compter.

Un grand merci bien particulier à notre directrice générale, M^{me} Liane Levac, qui a récemment pris sa retraite. Nous lui exprimons toute notre reconnaissance pour ses 33 années de services professionnels, qui nous ont permis de bénéficier de ses talents de gestionnaire. Le parcours de la Société mutuelle pendant ces décennies, c'est aussi le sien. Au nom du conseil d'administration et des employés de Promutuel Assurance Vaudreuil-Soulanges, merci Liane et nous te souhaitons une merveilleuse retraite !

Enfin, merci également à vous, chers assurés, de la confiance que vous nous témoignez au fil du temps. Vous êtes au centre de tous les efforts qui ont été rassemblés dans la dernière année pour faire de votre Société mutuelle une organisation florissante, qui déploie sa vigueur économique dans notre belle région.

Le président,

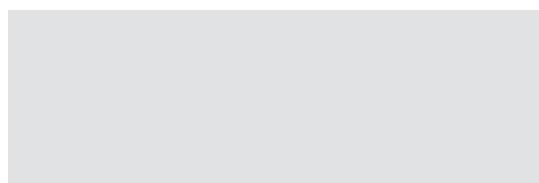


Luc Isabelle

FAITS SAILLANTS 2014

**Promutuel Assurance Vaudreuil-Soulanges,
c'est :**

- ▶ La confiance de **19 334** personnes assurées
- ▶ Un total de **19 690 000 \$** en primes souscrites
- ▶ **10 507 000 \$** versés en indemnités
- ▶ Un avoir des membres de **17 598 000 \$**



PROMUTUEL

ASSURANCE

VAUDREUIL-SOULANGES

RAPPORT ANNUEL
2014



Gouvernance POUR LE RESPECT DE NOS VALEURS MUTUALISTES

Le Groupe Promutuel et ses sociétés membres croient fermement que le respect de leurs valeurs mutualistes passe nécessairement par l'application rigoureuse des meilleures pratiques de gouvernance. De ce fait, tout est mis en œuvre pour nous assurer d'une structure et d'un encadrement rigoureux permettant d'en établir les principes et d'en assurer le maintien.

En nous appropriant les meilleures pratiques en matière de gouvernance, de conformité réglementaire et de gestion des risques, nous garantissons à nos assurés une gestion saine, prudente et performante de nos activités. Pour ce faire, nous nous sommes dotés de normes de gouvernance faisant état des politiques et processus établis, lesquels régissent nos façons de faire et nos façons d'être.

RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES DIRIGEANTS

Nos administrateurs et nos dirigeants doivent faire preuve d'intégrité, d'équité et d'éthique. Tout en maintenant le niveau de probité nécessaire, ils doivent posséder et développer les compétences requises pour remplir les rôles, les responsabilités et les devoirs qui leur sont dévolus.

GESTION DU RISQUE D'ENTREPRISE

La gestion du risque fait partie intégrante de notre culture d'entreprise. Il s'agit d'un mode de gestion continu, proactif et dynamique qui nous permet d'évaluer efficacement les risques et de mettre en place des plans d'action pour les réduire.

CONTRÔLES INTERNES, SUPERVISION INDÉPENDANTE ET VÉRIFICATION DES ACTIVITÉS

Nos contrôles internes sont efficaces et efficients. Ils sont notamment basés sur les rapports des responsables de la gestion des risques et de la conformité réglementaire de même que sur tout autre rapport produit à l'intention du conseil d'administration.

De plus, l'évaluation de nos contrôles internes repose sur différentes fonctions de supervision indépendante, notamment le vérificateur externe.

Enfin, un comité de vérification est formé au sein du conseil d'administration pour s'assurer de la fiabilité et de la présentation adéquate des données financières et non financières.

ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIE

Sous la responsabilité du comité de déontologie formé au sein du conseil d'administration, la Société mutuelle doit appliquer un code d'éthique et de déontologie. Ce dernier couvre notamment les conflits d'intérêts potentiels ainsi que l'apparence de conflit d'intérêts.

ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DE LA GOUVERNANCE

Afin de maintenir une gouvernance répondant aux réalités du marché dans lequel nous évoluons, nous procédons à la mise à jour périodique de notre Programme de gouvernance selon les recommandations du comité de gouvernance du Groupe Promutuel.

Sommaire

Rapport de la direction	2
Rapport de l'auditeur indépendant	3
Certificat de l'actuaire	4
États financiers	
Résultat et résultat étendu	5
Variations des capitaux propres	6
Flux de trésorerie	7
Bilan	8
Notes aux états financiers	10
Glossaire de termes financiers	38

Administrateurs

Les 19 334 membres-assurés de la Société mutuelle sont représentés au conseil d'administration par :

Luc Isabelle* ***, président	Coteau-du-Lac
Luc Gagnon* **, vice-président et président du comité de vérification	Rigaud
Clément Arseneault***	Vaudreuil-Dorion
Jean-Claude Charette° ***, président du comité de placement	Rigaud
Marie-Pierre Charland°	Vaudreuil-Dorion
Marcel Larose**	Rigaud
Nathalie Léger**	Saint-Zotique
Mario Ménard* **	Saint-Clet
Louis St-Aubin°, président du comité de déontologie	Saint-Clet

- * membre du comité exécutif
- ** membre du comité de vérification
- *** membre du comité de placement
- ° membre du comité de déontologie

Rapport de la direction

La direction de la société garantit l'objectivité et la fidélité des états financiers et de l'information contenue dans le présent rapport. Ces états financiers ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière.

La société maintient des systèmes de comptabilité et des contrôles administratifs appropriés dans les circonstances, dans les limites d'un coût acceptable. Les procédés utilisés visent à assurer, dans une mesure raisonnable, la bonne comptabilisation, la fiabilité de l'information et la protection de l'actif de la société.

Le comité de vérification est composé uniquement de membres du conseil d'administration, lesquels sont extérieurs au personnel de la société. Le comité tient régulièrement des réunions avec l'auditeur et la direction pour traiter des considérations touchant leurs rôles respectifs de même que de la présentation du rapport financier.

L'auditeur est nommé en vertu de la Loi sur les assurances. Il a la responsabilité de faire rapport aux membres, aux administrateurs et à l'Autorité des marchés financiers quant à la fidélité de la présentation des états financiers de la société, conformément aux Normes internationales d'information financière. L'auditeur s'acquitte de cette responsabilité en effectuant un audit de ces états financiers selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada.

L'actuaire est nommé par le conseil d'administration de la société. L'actuaire doit s'assurer que les hypothèses et les méthodes utilisées pour l'évaluation du passif des polices sont conformes à la pratique actuarielle reconnue au Canada, aux lois en vigueur et aux règlements et directives en la matière.

L'actuaire doit émettre une opinion sur le caractère approprié du passif des polices à la date du bilan à l'égard de la totalité des obligations de la société envers les titulaires de polices. Le travail nécessaire pour former cette opinion englobe un examen de la suffisance et de la fiabilité des données sur les polices et une analyse de la capacité de l'actif d'appuyer le passif des polices.

L'actuaire doit, sur une base annuelle, analyser la santé financière de la société et préparer un rapport à l'intention du conseil d'administration. Cette analyse permet de vérifier la suffisance du capital détenu par la société au 31 décembre 2014 advenant des circonstances économiques et commerciales défavorables.

Les états financiers ont été examinés par le comité de vérification et approuvés par le conseil d'administration. Les rapports de l'auditeur et le certificat de l'actuaire figurent ci-après.

Le directeur général par intérim,



Martin Bergeron

Les Coteaux, le 18 février 2015

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres de Promutuel Vaudreuil-Soulanges, société mutuelle d'assurance générale

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Promutuel Vaudreuil-Soulanges, société mutuelle d'assurance générale qui comprennent les bilans au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013, les états du résultat étendu, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives résultant de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives résultant de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de notre audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Promutuel Vaudreuil-Soulanges, société mutuelle d'assurance générale au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013, conformément aux Normes internationales d'information financière.

La vice-présidence – Vérification,



Normand Morin, CPA Auditeur, CA, FPAA
Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale
2000, boulevard Lebourgneuf
Québec (Québec) G2K 0B6

Québec, le 18 février 2015

Certificat de l'actuaire

Aux membres de Promutuel Vaudreuil-Soulanges, société mutuelle d'assurance générale

J'ai évalué le passif des polices dans le bilan de Promutuel Vaudreuil-Soulanges, société mutuelle d'assurance générale au 31 décembre 2014 et sa variation dans l'état du résultat pour l'année terminée à cette date, conformément à la pratique actuarielle reconnue au Canada, notamment en procédant à la sélection d'hypothèses et de méthodes d'évaluation appropriées.

À mon avis, les données utilisées dans le cadre de l'évaluation de ces provisions sont fiables et suffisantes. J'ai vérifié la concordance des données d'évaluation avec les documents financiers de l'assureur.

À mon avis, le montant du passif des polices constitue une provision appropriée à l'égard de la totalité des obligations afférentes aux polices. De plus, les résultats sont fidèlement présentés dans les états financiers.



Guy Lecours, FICA
Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale

Québec, le 18 février 2015

Résultat et résultat étendu

Exercice terminé le 31 décembre

en milliers de dollars, sauf indication contraire

RÉSULTAT	2014	2013
REVENUS		
Primes souscrites	19 690 \$	18 945 \$
Diminution (augmentation) des primes brutes non gagnées	(332)	(329)
Primes brutes gagnées	19 358	18 616
Cession au réassureur	4 863	4 555
Primes nettes gagnées	14 495	14 061
COÛT DES SINISTRES		
Indemnités et frais inhérents	10 507	13 890
Recouvrement du réassureur	2 346	2 778
Sinistres nets	8 161	11 112
FRAIS		
Opérations	6 761	5 921
Taxes sur primes	641	626
Revenus de commissions de réassurance	(1 123)	(1 006)
Autres revenus reliés aux frais d'opérations	(4)	(4)
Total des frais nets	6 275	5 537
RÉSULTAT D'ASSURANCE	59	(2 588)
Revenus de placement (Note 5)	1 413	1 216
Intérêts revenus (dépendances) sur financement des régimes de retraite	12	(43)
Autres revenus (Note 6)	2	11
Autres frais (Note 7)		(2)
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	1 486	(1 406)
Impôts sur les excédents (Note 9)	331	(492)
RÉSULTAT NET	1 155 \$	(914) \$
RÉSULTAT ÉTENDU		
RÉSULTAT NET	1 155 \$	(914) \$
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU		
Éléments qui seront reclassés ultérieurement au résultat net		
Gains (pertes) non réalisé(e)s sur les actifs disponibles à la vente, nets des impôts	346	101
Reclassement au résultat net de l'exercice, des pertes (gains) réalisé(s) sur les actifs disponibles à la vente, nettes des impôts	(193)	(11)
	153	90
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement au résultat net		
Gains (pertes) actuariel(le)s sur les régimes de retraite, nets des impôts	(235)	529
Total des autres éléments du résultat étendu	(82)	619
RÉSULTAT ÉTENDU	1 073 \$	(295) \$

Variations des capitaux propres

Exercice terminé le 31 décembre

en milliers de dollars, sauf indication contraire

	31 décembre 2014			Total
	Cumul des autres éléments du résultat étendu			
	Excédents non répartis	Gains (pertes) sur placements disponibles à la vente	Gains (pertes) actuariel(le)s sur les régimes de retraite	
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2013	16 298 \$	841 \$	(614) \$	16 525 \$
Résultat étendu	1 155	153	(235)	1 073
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2014	17 453 \$	994 \$	(849) \$	17 598 \$
	31 décembre 2013			Total
	Cumul des autres éléments du résultat étendu			
	Excédents non répartis	Gains (pertes) sur placements disponibles à la vente	Gains (pertes) actuariel(le)s sur les régimes de retraite	
SOLDE AU 31 DECEMBRE 2012	17 212 \$	751 \$	(1 143) \$	16 820 \$
Résultat étendu	(914)	90	529	(295)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2013	16 298 \$	841 \$	(614) \$	16 525 \$

Flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 décembre

en milliers de dollars, sauf indication contraire

	2014	2013
OPÉRATIONS		
Résultat net	1 155 \$	(914) \$
Éléments hors trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	145	153
Pertes (gains) sur placements	(263)	(16)
Pertes (gains) sur disposition d'immobilisations corporelles	31	5
Pertes (gains) sur disposition d'immobilisations incorporelles		(5)
Frais relatifs aux régimes de retraite	463	264
Impôts différés	(29)	210
Revenus capitalisés sur placement	(610)	(566)
	892	(869)
Frais de gestion des régimes de retraite dans les autres éléments du résultat étendu	(19)	(14)
Impôts exigibles sur les autres éléments du résultat étendu	(51)	(29)
Variation des autres actifs et passifs opérationnels		
Débiteurs opérationnels	(74)	209
Actifs d'impôts exigibles à recevoir	959	(959)
Autres éléments d'actif, sauf l'actif au titre des régimes de retraite	45	(143)
Provisions	(592)	930
Créditeurs opérationnels	(21)	303
Passifs d'impôts exigibles à payer	438	(264)
Cotisations aux régimes de retraite	(361)	(1 084)
	1 216	(1 920)
INVESTISSEMENT		
Acquisitions		
Placements	(3 200)	(1 409)
Immobilisations corporelles	(89)	(53)
Dispositions		
Placements	2 248	3 054
Immobilisations corporelles	4	
Immobilisations incorporelles		5
	(1 037)	1 597
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	179	(323)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice (Note 11)	499	822
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (NOTE 11)	678 \$	499 \$

Bilan

Au 31 décembre

en milliers de dollars, sauf indication contraire

ACTIF	2014	2013
LIQUIDITÉS ET PLACEMENTS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	678 \$	499 \$
Placements (Note 12)	21 047	19 012
	21 725	19 511
PRIMES À RECEVOIR ET AUTRES DÉBITEURS		
Revenus courus sur placements	58	78
Primes à recevoir (Note 14)	5 565	5 406
Réassureur	36	103
Autres débiteurs	50	48
	5 709	5 635
ACTIFS D'IMPÔTS EXIGIBLES		959
AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF		
Part du réassureur dans les provisions pour :		
Sinistres en voie de règlement (Note 17)	1 751	1 991
Primes non gagnées (Note 18)	2 165	1 975
Frais reportés (Note 15)	450	445
Actif au titre des régimes de retraite (Note 8)		170
Autres	20	20
	4 386	4 601
IMPÔTS DIFFÉRÉS (Note 9)	119	9
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Note 16)	2 019	2 116
	33 958 \$	32 831 \$

Engagements (Note 25)

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Luc Isabelle, président



Luc Gagnon, vice-président et président du comité de vérification

Bilan

Au 31 décembre

en milliers de dollars, sauf indication contraire

PASSIF	2014	2013
PROVISIONS		
Sinistres en voie de règlement (Note 17)	3 843 \$	4 821 \$
Primes non gagnées (Note 18)	9 994	9 662
Commissions de réassurance non gagnées (Note 19)	614	560
	14 451	15 043
CRÉDITEURS		
Réassureur	115	109
Fournisseurs et autres frais courus (Note 20)	1 116	1 149
	1 231	1 258
PASSIFS D'IMPÔTS EXIGIBLES	438	
PASSIF AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE (Note 8)	235	
PARTS SOCIALES (Note 21)	5	5
 CAPITAUX PROPRES		
Excédents non répartis	17 453	16 298
Cumul des autres éléments du résultat étendu (Note 23)	145	227
	17 598	16 525
	33 958 \$	32 831 \$

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

1 STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

La société, constituée en vertu de la Loi sur les assurances du Québec, pratique l'assurance générale envers ses membres. Ses activités sont faites uniquement au Canada. Le siège est situé au 245, route 338, Les Coteaux, (Québec), J7X 1A2, Canada.

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

PRINCIPES DE PRÉSENTATION

Les états financiers ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Les conventions comptables et l'information financière présentée sont conformes aux recommandations de l'International Accounting Standard Board (IASB).

Les états financiers de la société sont présentés en dollars canadiens. Le dollar canadien est la devise fonctionnelle et de présentation de la société. Les états financiers sont arrondis au milliers de dollars, sauf indication contraire. Ils sont préparés selon le coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont évalués à la juste valeur ou en tenant compte de la valeur temporelle de l'argent:

- Actifs financiers disponibles à la vente
- Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat
- Part du réassureur dans la provision des sinistres en voie de règlement
- Provision des sinistres en voie de règlement

Le bilan est présenté sur une base non ordonnée. Les éléments indiqués à chaque poste peuvent inclure à la fois des soldes courants et des soldes non courants. Lorsqu'il y a lieu, la répartition de ces soldes en éléments courants et non courants est présentée aux notes correspondantes.

Les états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration de la société le 18 février 2015.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers implique que la direction procède à des estimations et formule des hypothèses qui touchent les montants présentés dans les états financiers. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les estimations et hypothèses importantes concernant l'évaluation des sinistres en voie de règlement sont présentées à la note 17 et celles concernant les actifs et passif au titre des régimes de retraite à la note 8.

Les états financiers requièrent le jugement de la direction relativement à la comptabilisation des instruments financiers, à la détermination des composantes des immobilisations et à l'évaluation des pertes objectives.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie regroupent les éléments de trésorerie immédiatement disponibles ou convertibles en trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués uniquement de la trésorerie.

INSTRUMENTS FINANCIERS - ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

La société classe ses instruments financiers par catégorie en fonction de leur nature, de leur caractéristique et de leur utilisation par la société au moment de la comptabilisation initiale. À la constatation initiale, tous les instruments financiers doivent être évalués à la juste valeur. Après la constatation initiale, l'évaluation des instruments financiers dépend de leur classement:

Actifs ou passifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie
Dépôts à terme
Billet et prêt
Obligations
Fonds de placement
Promutuel Réassurance et Fonds de garantie
Promutuel Société de portefeuille inc.
Primes à recevoir et autres débiteurs
Créditeurs et parts sociales

Classement

Détenus à la juste valeur par le biais du résultat
Détenus jusqu'à échéance
Prêts et créances
Disponibles à la vente
Disponible à la vente
Disponible à la vente
Disponible à la vente
Prêts et créances
Autres passifs financiers

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Les instruments financiers avec un délai normalisé de livraison sont comptabilisés selon la date de règlement. Les coûts de transaction liés aux actifs financiers détenus à la juste valeur par le biais du résultat sont inscrits dans les revenus de placement au résultat. Les coûts de transaction des autres instruments financiers sont inclus dans la valeur comptable à la comptabilisation initiale. Les revenus sur les placements sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité d'exercice et sont présentés nets des frais. Les gains et pertes réalisés sur cession sont calculés selon le coût moyen.

À l'acquisition, la société classe ses instruments financiers dans l'une des catégories suivantes :

a) Actifs et passifs détenus à la juste valeur par le biais du compte résultat

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés à la juste valeur au bilan, et toute variation de la juste valeur ainsi que tous les gains et pertes réalisés à la cession sont constatés au résultat.

b) Actifs détenus jusqu'à leur échéance et prêts et créances

Les instruments financiers classés comme prêts et créances et les actifs détenus jusqu'à leur échéance sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les intérêts calculés selon cette méthode ainsi que les gains et pertes à la cession sont comptabilisés au résultat.

À chaque date des états financiers, la société considère comme une indication de dépréciation les difficultés financières de l'émetteur, une faillite ou un défaut de paiement des intérêts ou du capital. Lorsqu'il y a une indication de dépréciation, une provision pour perte est constituée afin d'ajuster la valeur comptable. Cette provision est reconnue immédiatement au résultat.

c) Actifs disponibles à la vente

Les actifs financiers classés comme disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur. Les gains et pertes non réalisés sont constatés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à la décomptabilisation ou jusqu'à ce que les actifs subissent une perte de valeur. À ce moment, les gains ou pertes cumulés au cumul des autres éléments du résultat étendu sont reclassés dans l'état du résultat.

Une perte de valeur est considérée lorsqu'il y a une diminution de la juste valeur et qu'il existe une indication objective d'une dépréciation prolongée de cet actif. Le montant de la perte est égal à la différence entre le coût d'acquisition amorti et la juste valeur actuelle diminuée de toute perte de valeur déjà comptabilisée.

Lorsque la juste valeur d'un instrument d'emprunt classé comme disponible à la vente augmente au cours d'une période ultérieure, et que cette augmentation peut être objectivement reliée à un événement survenant après la comptabilisation en résultat net de la perte de valeur, cette dernière est reprise et est comptabilisée au résultat jusqu'au montant maximum de la perte comptabilisée antérieurement. Toutefois, les pertes de valeur comptabilisées au résultat pour un instrument de capitaux propres classé comme disponible à la vente ne sont pas reprises au résultat, mais sont inscrites dans les autres éléments du résultat étendu.

Les intérêts sur les instruments d'emprunt sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inscrits au résultat. Les dividendes sur les instruments de capitaux propres sont comptabilisés au résultat dès qu'est établi le droit de la société à en recevoir le paiement. Les gains ou pertes de change sur les actifs financiers classés dans les actifs disponibles à la vente sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu.

La société classe dans les actifs disponibles à la vente les instruments de capitaux propres qui ne disposent pas d'un cours coté sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être évaluée de façon fiable. S'il existe une indication objective de dépréciation de ces actifs, le montant de la perte de valeur est égal à la différence entre la valeur comptable et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés déterminée au taux d'intérêt courant du marché pour des actifs similaires.

d) Autres passifs financiers

Les instruments financiers classés comme autres passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les intérêts calculés selon cette méthode sont inscrits au résultat. S'il y a une décomptabilisation de l'instrument financier, les gains et pertes sont comptabilisés au résultat.

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

RÉASSURANCE ET PART DU RÉASSUREUR DANS LES PROVISIONS

Dans le cours normal de ses activités, la société utilise la réassurance pour limiter son exposition au risque. La réassurance cédée signifie le transfert d'un risque d'assurance et de la prime à son réassureur. Elle présente les soldes liés à la réassurance sur la base du solde brut dans le bilan afin d'indiquer l'ampleur du risque de crédit associé à la réassurance ainsi que ses obligations envers les titulaires de police.

a) Part du réassureur dans les sinistres en voie de règlement

Les montants de réassurance que la société prévoit recouvrer à l'égard des sinistres impayés et des frais de règlement sont comptabilisés à titre d'actif au même moment et selon des principes cohérents avec la méthode utilisée par la société pour déterminer le passif afférent.

b) Part du réassureur dans les primes non gagnées

La part du réassureur dans les primes non gagnées est comptabilisée à titre d'élément d'actif au même moment et selon des principes cohérents avec la méthode utilisée par la société pour déterminer le passif lié aux primes non gagnées.

FRAIS REPORTÉS

Les frais reportés englobent les commissions des agents, la taxe sur primes et les autres charges directement associées à l'acquisition de primes. Ces coûts sont reportés et amortis sur la durée des polices connexes dans la mesure où ils sont jugés récupérables, après avoir tenu compte des sinistres et des frais inhérents ainsi que des revenus de placement prévus. Ils sont amortis en fonction de la comptabilisation des primes au résultat.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût historique tient compte de tous les coûts directement attribuables à l'acquisition.

Les terrains ne sont pas amortis. L'amortissement des autres immobilisations corporelles est calculé sur les composantes significatives qui ont des durées d'utilité homogènes, de sorte à amortir le coût initial sur les durées d'utilité estimées en tenant compte de la valeur résiduelle. Les méthodes et taux d'amortissement sont :

Bâtisse et stationnement	- dégressif, 4 % et 8 %
Amélioration locative	- linéaire, 10 ans
Mobilier-équipement	- dégressif, 20 %
Matériel informatique	- dégressif, 30 %

La durée d'utilité, le mode d'amortissement et la valeur résiduelle sont revus chaque année en tenant compte de la nature des actifs, de l'usage prévu et de l'évolution technologique.

Les gains ou les pertes sur cession correspondent à la différence entre le produit de cession et la valeur comptable. Ils sont présentés dans les frais dans l'état des résultats.

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE) DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Lors de circonstances ou d'événements importants pouvant indiquer une perte de valeur, la société réévalue la valeur comptable des actifs à long terme. Une perte de valeur existe lorsque la valeur comptable de l'actif excède la valeur recouvrable. La valeur recouvrable de l'actif est considérée comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité. Le montant de toute perte de valeur représente l'excédent de la valeur comptable nette sur la valeur recouvrable et est imputé au résultat.

PROVISIONS

a) Sinistres en voie de règlement

Des estimations des pertes individuelles sont fournies pour chaque sinistre déclaré. De plus, des provisions sont établies pour les frais de règlement, la matérialisation des sinistres déclarés et pour les sinistres subis mais non déclarés, d'après l'expérience passée et les polices en vigueur. La provision est établie selon la méthode canadienne, laquelle est conforme à la pratique établie par l'Institut canadien des actuaires (ICA). Comme requis par les normes de l'Institut canadien des actuaires et les exigences réglementaires, la provision pour les sinistres en voie de règlement est présentée en tenant compte de la valeur temporelle de l'argent avec une marge pour écart défavorable. Les estimations nécessaires sont revues périodiquement et les modifications qui peuvent y être apportées sont reflétées dans les résultats de l'exercice. Les récupérations et recouvrements par subrogation sont comptabilisés lorsqu'il est probable qu'ils se réalisent.

b) Primes non gagnées

Les primes sont comptabilisées au résultat au fur et à mesure de l'écoulement du terme des contrats selon la méthode dite d'expiration mensuelle. Les primes non gagnées représentent la proportion non écoulée des contrats en fin d'exercice.

c) Commissions de réassurance non gagnées

Les commissions de réassurance non gagnées sont comptabilisées à titre d'élément de passif selon des principes cohérents avec la méthode utilisée par la société pour déterminer les frais d'acquisition reportés.

INSUFFISANCE DE PRIMES

À chaque date d'états financiers, la société évalue la suffisance de sa provision pour primes non gagnées pour couvrir les frais futurs associés aux contrats en vigueur. Une évaluation est effectuée pour estimer les coûts futurs de sinistres et les frais connexes nets du revenu de placement généré. Toute insuffisance de la provision est inscrite en diminution des frais reportés. Si les frais reportés sont insuffisants, l'excédent est constaté au résultat, et une provision est inscrite au passif.

AUTRES PROVISIONS

La société comptabilise une provision lorsqu'il existe une obligation à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé et qu'il est probable qu'une sortie de ressources économiques est nécessaire pour régler l'obligation et que le montant relatif à cette obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de provision correspond à la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle, compte tenu des risques et incertitudes liés à l'obligation. Les passifs éventuels sont divulgués si l'obligation future est probable et que le montant relatif à cette obligation ne peut être raisonnablement estimé.

IMPÔTS

La société comptabilise les impôts sur le résultat étendu suivant la méthode axée sur le bilan. La provision pour impôts sur le résultat étendu comporte deux composantes : les impôts exigibles et les impôts différés. Les impôts exigibles sont composés des montants qui devraient être payables ou récupérables par suite de l'exploitation durant l'année en cours. Les impôts différés, calculés sur une base non actualisée, découlent des changements durant l'année des écarts temporels cumulatifs entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leurs assiettes fiscales respectives, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels il est prévu que les écarts se résorberont. L'actif d'impôts différés est constaté dans la mesure où la réalisation future de l'avantage fiscal est probable. L'effet sur les impôts différés d'un changement de taux d'imposition est constaté dans le résultat net, sauf pour l'impôt relié aux autres éléments du résultat étendu, en tel cas, l'effet d'un changement de taux d'imposition est constaté dans les autres éléments du résultat étendu.

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE) IMPÔTS (SUITE)

Des incertitudes existent quant à l'interprétation de règles fiscales complexes qui ont des conséquences sur le montant ainsi que sur le moment de la réalisation des impôts sur le revenu. Compte tenu de cette complexité, des ajustements aux impôts sur le revenu déjà reconnus pourront être requis pour tenir compte des différences entre les résultats réels et les provisions faites. Le montant de ces provisions est établi en tenant compte de certains facteurs dont les résultats des vérifications fiscales et les opinions divergentes entre la société et les autorités fiscales quant aux règles relatives à l'impôt.

PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont classées au passif, car il existe une obligation contractuelle de remettre de la trésorerie au gré du détenteur.

CAPITAUX PROPRES

Les parts privilégiées sont présentées à la valeur nominale à laquelle les parts ont été émises. Les intérêts sur parts privilégiées sont inclus dans les capitaux propres dans l'exercice où le versement est approuvé par le conseil d'administration.

Les excédents non répartis incluent les résultats des années antérieures et de l'année courante. Le cumul des autres éléments du résultat étendu est composé des gains et pertes non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente et du cumul des gains et pertes actuariels sur les régimes de retraite.

Les ristournes aux membres sont incluses dans le passif et au résultat dans l'exercice où le versement est approuvé par le conseil d'administration.

PRIMES ET CONTRATS D'ASSURANCE

Les contrats sont classés à titre de contrat d'assurance lorsque ceux-ci comprennent au minimum un risque d'assurance significatif. La société détermine le risque significatif à la suite de l'analyse des caractéristiques des contrats types. Les contrats qui ne répondent pas à cette définition sont classés comme des contrats d'investissement.

Tous les contrats émis par la société répondent à la définition de contrat d'assurance. Les revenus de primes des contrats d'assurance et des contrats acceptés en réassurance sont comptabilisés lorsque les primes deviennent exigibles. Les primes sont réparties aux résultats au fur et à mesure de l'écoulement du terme des contrats selon la méthode dite d'expiration mensuelle. La portion des revenus de primes correspondant à la proportion non écoulee des contrats en fin d'exercice est incluse dans les primes non gagnées au passif.

AVANTAGES DU PERSONNEL

Avantages à court terme

Il s'agit d'avantages payables dans les douze mois suivant la date de clôture autres que les indemnités de fin de contrat, tels les salaires et commissions, les cotisations sociales et certaines primes. Une charge est comptabilisée au titre de ces avantages à court terme sur la période au cours de laquelle les services ayant donné droit à ces avantages ont été rendus.

Avantages postérieurs à l'emploi

Les employés et la société participent à des régimes de retraite multi-employeurs à prestations définies qui regroupent Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale et les sociétés mutuelles membres du groupe. Ces régimes de retraite correspondent à des régimes à prestations définies et représentent des régimes auxquels la mutuelle participe et pour lesquels elle s'engage formellement sur un niveau de prestations et assume donc le risque actuariel et le risque de placement. Les régimes assurent à ses employés et à ses cadres des prestations de retraites établies en fonction du nombre d'années de service et du salaire moyen de fin de carrière. Le calcul est effectué à chaque clôture annuelle, et les données individuelles concernant les salariés sont revus chaque année par un actuaire indépendant.

Le coût des services, qui comprend le coût des services courants et des services passés, est comptabilisé à l'état des résultats. Les frais d'intérêts sont calculés en appliquant le taux d'actualisation aux passifs ou actifs des régimes de retraite pour la période. Le taux d'actualisation est déterminé par référence aux taux de rendement du marché des obligations d'entreprise de haute qualité. Les frais d'intérêts sont inscrits à l'état des résultats dans les intérêts sur financement.

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE) AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

Les gains actuariels (pertes actuarielles) résultent de l'écart entre le rendement réel et le taux d'actualisation des régimes sur les actifs des régimes de retraite capitalisés, des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des régimes à prestations définies et des gains ou pertes d'expérience sur cette même obligation. Tous les écarts actuariels sont immédiatement comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu.

L'actif ou le passif au titre des régimes de retraite à prestations définies se calcule comme la valeur actualisée de l'obligation de ces régimes nette de la juste valeur des actifs des régimes de retraite.

CONTRAT DE LOCATION

Les contrats visant la location de biens qui n'ont pas pour effet d'exposer la société à la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont classés comme des contrats de location simple. Les paiements effectués sont comptabilisés en charge selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location et présentés dans les frais d'opérations.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur des instruments financiers est le montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. La juste valeur est établie à l'aide des cours acheteurs provenant d'un marché actif. Si ce n'est pas le cas, la juste valeur est établie à partir des prix de marché prévalant pour des instruments ayant des caractéristiques et des profils de risque similaires ou des modèles d'évaluation interne ou externe utilisant des données observables sur le marché. La note 30 explique plus en détail ces bases de calcul.

OPÉRATIONS AVEC LES INSTITUTIONS DU GROUPE PROMUTUEL

La société effectue des opérations avec les institutions du Groupe Promutuel. Ces opérations sont effectuées dans le cours normal des activités et sont assujetties à des conditions normales de marché. Les principales opérations sont présentées distinctement dans les états financiers.

3 MODIFICATIONS DE NORMES COMPTABLES FUTURES

L'IASB a publié de nouvelles normes dont l'application sera obligatoire dans les prochains exercices. Plusieurs de ces nouvelles normes n'auront aucune incidence sur les états financiers de la société, de sorte qu'elles ne sont pas abordées. Voici les principales normes qui pourraient avoir une incidence sur les états financiers :

IFRS 9 INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a publié de manière définitive la norme IFRS 9 intitulée « Instruments financiers » en ce qui a trait au classement, à la comptabilisation, à l'évaluation et à la dépréciation des actifs et passifs financiers. Cette version définitive de l'IFRS 9 met un point final à ce projet visant le remplacement des dispositions de la norme IAS 39, « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et remplace toutes les versions antérieures de l'IFRS 9. La nouvelle norme entre obligatoirement en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et doit être appliquée rétrospectivement, à certaines exceptions près. L'adoption anticipée est permise. La société n'a pas encore évalué les impacts de cette norme sur ses états financiers et ne prévoit pas l'appliquer de façon anticipée.

IFRS 15 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB et le FASB ont publié conjointement une nouvelle norme harmonisée intitulée IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients ». La nouvelle norme remplace toutes les normes et interprétations antérieures liées aux produits et entre obligatoirement en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017; l'application anticipée est permise. La société n'a pas encore évalué les impacts de cette norme sur ses états financiers et ne prévoit pas l'appliquer de façon anticipée.

IAS 19 AVANTAGES DU PERSONNEL

En novembre 2011, l'IASB a publié un amendement limité à la norme IAS 19 « Avantages du personnel ». L'amendement intitulé *Régimes à prestations définies : Cotisations des membres du personnel* propose que lorsque les cotisations à verser au cours d'une période donnée sont liées uniquement aux services rendus au cours de cette période, celles-ci soient comptabilisées comme une réduction du coût des services rendus au cours de la période où elles doivent être versées. Les dispositions de cet amendement s'appliqueront aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014. L'adoption anticipée est permise. La société n'a pas encore évalué les impacts de cette norme sur ses états financiers et ne prévoit pas l'utiliser de façon anticipée.

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

4 TOTAL DES REVENUS

	2014	2013
Primes nettes gagnées	14 495 \$	14 061 \$
Revenus de commissions de réassurance	1 123	1 006
Autres revenus reliés aux frais d'opérations	4	4
Revenus de placement	1 413	1 216
Autres revenus	2	11
Total des revenus	17 037 \$	16 298 \$

5 REVENUS DE PLACEMENT

Exercice terminé le 31 décembre 2014

	À la juste valeur par le biais du résultat	Détenus jusqu'à échéance	Disponibles à la vente	Prêts créances et autres	Total
Revenus d'intérêts	13 \$	5 \$	296 \$	77 \$	391 \$
Revenus de financement de primes				350	350
Total des revenus d'intérêts	13	5	296	427	741
Dividendes			241		241
Autres revenus attribués			219		219
Honoraires			(8)		(8)
Frais de placement			(43)		(43)
Total des revenus nets de placement	13	5	705	427	1 150
Gains (pertes) sur disposition de placement			263		263
	13 \$	5 \$	968 \$	427 \$	1 413 \$

Exercice terminé le 31 décembre 2013

	À la juste valeur par le biais du résultat	Détenus jusqu'à échéance	Disponibles à la vente	Prêts créances et autres	Total
Revenus d'intérêts	12 \$	13 \$	407 \$	76 \$	508 \$
Revenus de financement de primes				340	340
Total des revenus d'intérêts	12	13	407	416	848
Dividendes			199		199
Autres revenus attribués			190		190
Honoraires			(9)		(9)
Frais de placement			(28)		(28)
Total des revenus nets de placement	12	13	759	416	1 200
Gains (pertes) sur disposition de placement			16		16
	12 \$	13 \$	775 \$	416 \$	1 216 \$

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

6 AUTRES REVENUS	2014	2013
Revenus de distribution de produits à titre d'intermédiaire de marché	2 \$	11 \$
	2 \$	11 \$

7 AUTRES FRAIS	2014	2013
Frais de distribution de produits à titre d'intermédiaire de marché	\$	2 \$
	\$	2 \$

8 RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés et la société participent à des régimes de retraite multi-employeurs à prestations définies qui regroupent Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale et les sociétés mutuelles membres du groupe. Les régimes mis en place par la mutuelle sont constitués d'un régime à l'intention des employés et d'un régime à l'intention des directeurs généraux. Les cotisations des employés et des employeurs sont versées dans les régimes. Ces régimes sont administrés par des comités de retraite composés de représentant des employeurs, d'employés et de retraités. Les comités de retraite sont chargés de l'administration du régime et de l'élaboration de la stratégie de placement.

Les régimes sont des régimes de fin de carrière basés sur la moyenne des cinq meilleures années de salaire. Ces régimes ne comportent aucune clause d'indexation.

Ces régimes de retraite correspondent à des régimes à prestations définies et représentent des régimes auxquels la mutuelle participe et pour lesquels elle s'engage formellement sur un niveau de prestations et assume donc le risque actuariel et le risque de placement. Comme les modalités de fonctionnement des régimes font en sorte que l'évolution future des salaires aura une incidence sur le montant des prestations futures, le coût des prestations et la juste valeur de l'obligation au titre des régimes à prestations définies sont généralement déterminés à partir de calculs actuariels selon la méthode des unités de crédit projetées. Ces calculs sont effectués à partir des hypothèses les plus probables concernant principalement le rendement prévu des placements des régimes et le taux d'actualisation de l'obligation des régimes, mais aussi, et dans une moindre importance, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des salariés et le taux de mortalité. Les frais d'administration et les frais de gestion des actifs des régimes sont payables directement par les employeurs.

Un actuaire indépendant procède à l'analyse des données individuelles concernant les participants aux régimes. Il détermine le niveau de cotisation minimum selon les résultats de son examen. Les employeurs doivent effacer tout déficit des régimes dans une période variant de 5 à 15 ans selon la nature du déficit.

La société évalue ses obligations au titre des prestations définies pour l'année en cours à partir de l'évaluation actuarielle du 31 décembre 2013. La prochaine évaluation doit être effectuée en date du 31 décembre 2014.

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

8 RÉGIMES DE RETRAITE (SUITE)

La charge des régimes de retraite est la suivante :

	2014	2013
Au résultat		
Coût des services courants (employeur)	209 \$	220 \$
Coût des services passés (employeur)	267	1
Frais d'administration des régimes	35	35
Intérêt net sur financement des régimes	(13)	43
Charges au résultat	498	299
Aux autres éléments du résultat étendu		
Déficit (excédent) des rendements des actifs, à l'exclusion des montants inclus dans l'intérêt net sur le financement des régimes	(627)	(423)
Pertes (gains) actuariel(s)es découlant des modifications dans les hypothèses		
- démographiques	(61)	196
- financières	1 064	(460)
- autres	(73)	(51)
Frais de gestion des actifs des régimes	19	14
Charges (économies) aux autres éléments du résultat étendu	322	(724)
Charges (économies) de l'exercice au résultat étendu	820 \$	(425) \$
Rapprochement de la capitalisation des régimes		
Actif des régimes		
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	6 419 \$	4 880 \$
Rendement réel de l'actif des régimes	947	664
Cotisations de l'employeur	361	1 084
Cotisations salariales	170	159
Prestations versées et règlements	(336)	(368)
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	7 561 \$	6 419 \$
Obligation au titre des prestations définies		
Obligation au titre des prestations définies au début de l'exercice	6 249 \$	6 268 \$
Coût des services pour l'employeur (courants et passés)	476	221
Coût financier	307	284
Pertes (gains) actuariel(s)es découlant des modifications dans les hypothèses	930	(315)
Cotisations salariales	170	159
Prestations versées et règlements	(336)	(368)
Juste valeur de l'obligation au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	7 796 \$	6 249 \$
Actif (passif) au titre des régimes de retraite	(235) \$	170 \$

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

8 RÉGIMES DE RETRAITE (SUITE)

L'actif des régimes est composé des éléments suivants:

	2014	2013
Placements cotés sur des marchés actifs		
Capitaux propres	3 643 \$	3 503 \$
Obligations	2 928	2 553
Biens immobiliers	897	135
Trésorerie	62	172
Autres	31	56
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'année	7 561 \$	6 419 \$

Le taux de rendement effectif des régimes est de **13.6 %** en 2014 et **12.8 %** en 2013.

Les principales hypothèses utilisées pour l'évaluation de l'obligation et du coût au titre des régimes à prestations définies sont les suivantes :

	2014	2013
Taux d'actualisation	4.1 %	5.0 %
Taux d'augmentation de la rémunération	3.0 %	3.0 %

La table de mortalité utilisée en 2014 est CPM-2014 avec projection selon échelle CPM-B (en 2013 CPM-RPP 2014 pour le secteur privé avec projection selon échelle CPM-A 2-D) publiée par l'Institut canadien des actuaires.

Sensibilité de l'obligation au titre des régimes à prestations définies

	2014	2013
Hausse de 1 %		
Modification du taux d'actualisation	(1 224) \$	(1 021) \$
Modification du taux d'augmentation de la rémunération	406 \$	447 \$
Baisse de 1 %		
Modification du taux d'actualisation	1 627 \$	1 340 \$
Modification du taux d'augmentation de la rémunération	335 \$	(359) \$
Hausse d'une année de l'espérance de vie des retraités à 65 ans	166 \$	127 \$

Contributions prévues pour les prochains exercices

La société estime devoir contribuer pour un montant de 214 \$ (357 \$ en 2013) à ses propres régimes de retraite à prestations définies au cours du prochain exercice.

La durée moyenne de l'obligation au titre des prestations définies à la fin de la période est de 19 ans (19 ans en 2013).

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

9 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT ÉTENDU ET IMPÔTS DIFFÉRÉS

	2014	2013
Résultat avant impôts	1 486 \$	(1 406) \$
Taux d'imposition de base fédéral et provincial	27 %	27 %
Impôts selon les taux de base	400 \$	(378) \$
Augmentation (diminution) d'impôts imputables aux éléments suivants :		
Revenus non imposables	(57)	(52)
Dépenses non déductibles	5	4
Déduction accordée aux petites entreprises	(20)	
Autres	3	(66)
Total de la charge (économie) d'impôts au résultat	331 \$	(492) \$

La charge d'impôts se détaille comme suit :

Total de la charge (économie) d'impôts au résultat net	331 \$	(492) \$
---	---------------	-----------------

Autres éléments du résultat étendu

Éléments qui seront reclassés ultérieurement au résultat net		
Gains (pertes) non réalisé(e)s sur les actifs disponibles à la vente	128	37
Reclassement au résultat de l'exercice des pertes (gains) réalisé(s)es sur les actifs disponibles à la vente	(71)	(4)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement au résultat net		
Gains (pertes) actuariel(le)s sur les régimes de retraite	(87)	195
Total de la charge (économie) d'impôts aux autres éléments du résultat étendu	(30)	228

Total de la charge (économie) d'impôts au résultat étendu	301 \$	(264) \$
--	---------------	-----------------

La charge d'impôts est répartie comme suit :

Impôts exigibles		
Exercice courant	408 \$	(675) \$
Ajustement des exercices antérieurs	3	2
	411	(673)
Impôts différés		
Exercice courant	(110)	407
Ajustement des exercices antérieurs		2
	(110)	409
Total de la charge (économie) d'impôts au résultat étendu	301 \$	(264) \$

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

9 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT ÉTENDU ET IMPÔTS DIFFÉRÉS (SUITE)

Tous les impôts différés relativement aux différences temporelles déductibles sont comptabilisés dans les états financiers. Les impôts différés sont composés des écarts entre la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif et sa valeur comptable au bilan. Ces écarts proviennent :

	Exercice terminé le 31 décembre 2014				
	Solde au 1 ^{er} janvier	Résultat net	Autres éléments du résultat étendu	Acqui- sition d'entre- prise	Solde au 31 décembre
Actif (passif) d'impôts différés					
Immobilisations corporelles	7 \$	13 \$	\$	\$	20 \$
Immobilisations incorporelles	10	(2)			8
Provision nette pour sinistres en voie de règlement	39	(10)			29
Actif (passif) des régimes de retraite	(47)	28	81		62
Total d'impôts différés	9 \$	29 \$	81 \$	\$	119 \$
Total d'actif d'impôts différés	9 \$				119 \$

	Exercice terminé le 31 décembre 2013				
	Solde au 1 ^{er} janvier	Résultat net	Autres éléments du résultat étendu	Acqui- sition d'entre- prise	Solde au 31 décembre
Actif (passif) d'impôts différés					
Immobilisations corporelles	2 \$	5 \$	\$	\$	7 \$
Immobilisations incorporelles	11	(1)			10
Provision nette pour sinistres en voie de règlement	32	7			39
Actif (passif) des régimes de retraite	373	(221)	(199)		(47)
Total d'impôts différés	418 \$	(210) \$	(199) \$	\$	9 \$
Total d'actif d'impôts différés	418 \$				9 \$

10 INFORMATION SUR LE RÉSULTAT ÉTENDU

	2014	2013
Le résultat étendu inclut les éléments suivants :		
Rémunération et charges sociales	3 942 \$	3 411 \$
Amortissement des immobilisations corporelles	145	153
Dépenses de location		
Loyer	125	123
Automobile	15	11
Équipement	20	19
Pertes (gains) sur disposition d'immobilisations corporelles	31	5
Pertes (gains) sur disposition d'immobilisations incorporelles		(5)
Revenus de location	4	4

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

11 ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

La trésorerie et l'équivalent de trésorerie se composent des éléments suivants :

Trésorerie	2014	2013
	678 \$	499 \$

Au cours de l'exercice, les flux de trésorerie découlant des intérêts, des dividendes, de la taxe sur primes et des impôts sur les excédents sont les suivants :

Dividendes perçus	2014	2013
Intérêts perçus	241 \$	199 \$
Intérêts payés (encaissés) sur financement des régimes de retraite	761 \$	870 \$
Taxes sur primes payées	(12) \$	43 \$
Impôts exigibles (encaissés) payés	583 \$	625 \$
	(915) \$	545 \$

12 PLACEMENTS

	2014		2013	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
DÉTENUS JUSQU'À LEUR ÉCHÉANCE				
Dépôts à terme	101 \$	102 \$	202 \$	205 \$
Billet à terme - Groupe Promutuel Fédération	1 950	1 955	1 750	1 755
Billet à terme - Promutuel Société de portefeuille inc.	25	25		
	2 076	2 082	1 952	1 960
DISPONIBLES À LA VENTE				
Obligations émises ou garanties par :				
Province canadienne	637	637	943	943
Municipalité canadienne	1 692	1 692	2 624	2 624
Autres canadiennes - Cote A et plus			100	100
Autres canadiennes - Cote inférieure à A	103	103	103	103
Fonds de placement Promutuel - unité « A »				
Fonds de titres de créances	6 247	6 247	4 788	4 788
Fonds de titres de capitaux propres	9 335	9 335	7 570	7 570
Fonds de placement Promutuel - Autres unités				
Fonds de titres de sociétés affiliées	369	369	308	308
Promutuel Réassurance - Participation au capital	98	98	99	99
Fonds de garantie Promutuel - Participation au capital	225	225	225	225
Promutuel Société portefeuille inc. - Actions ordinaires	240	240	300	300
Promutuel Société portefeuille inc. - Actions privilégiées	25	25		
	18 971	18 971	17 060	17 060
	21 047 \$	21 053 \$	19 012 \$	19 020 \$

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

13 GAINS ET PERTES NON RÉALISÉS SUR LES ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE

	2014			
	Coût amorti	Gains non réalisés	Pertes non réalisées	Juste valeur
Obligations	2 327 \$	105 \$		2 432 \$
Fonds de placement Promutuel - unité « A »				
Fonds de titres de créances	6 046	201		6 247
Fonds de titres de capitaux propres	8 226	1 178	69	9 335
Fonds de placement Promutuel - Autres unités	364	5		369
Promutuel Réassurance	98			98
Fonds de garantie Promutuel	225			225
Promutuel Société de portefeuille inc.	325		60	265
	17 611 \$	1 489 \$	129 \$	18 971 \$

	2013			
	Coût amorti	Gains non réalisés	Pertes non réalisées	Juste valeur
Obligations	3 637 \$	136 \$	3 \$	3 770 \$
Fonds de placement Promutuel - unité « A »				
Fonds de titres de créances	4 836		48	4 788
Fonds de titres de capitaux propres	6 504	1 123	57	7 570
Fonds de placement Promutuel - Autres unités	308			308
Promutuel Réassurance	99			99
Fonds de garantie Promutuel	225			225
Promutuel Société de portefeuille inc.	300			300
	15 909 \$	1 259 \$	108 \$	17 060 \$

Comptabilisation d'une perte de valeur

Selon les normes IFRS, à la fin de l'exercice, la société détermine s'il existe des indications objectives quant au fait que des instruments de capitaux propres disponibles à la vente aient pu subir une perte de valeur. Une indication objective pour un instrument de capitaux propres disponibles à la vente inclut, entre autres, une baisse importante ou prolongée de la juste valeur de l'instrument en dessous de son coût.

Classement des pertes de valeur des instruments de capitaux propres	2014	2013
Moins de 25 % en dessous de la valeur comptable	129 \$	57 \$
Total des pertes non réalisées sur les instruments de capitaux propres	129 \$	57 \$

14 PRIMES À RECEVOIR

	2014	2013
Primes à recevoir		
Agents et courtiers		
Moins de 90 jours	15 \$	2 \$
Membres		
Moins de 90 jours	298	402
90 jours et plus	42	48
Primes échelonnées	5 218	4 962
	5 573	5 414
Provision pour mauvaises créances	(8)	(8)
	5 565 \$	5 406 \$

La société considère que la provision pour mauvaise créance qui est déterminée sur la base de la tendance historique couvre le risque de défaut de paiement des clients. La mauvaise créance de l'exercice est de 25 \$ (21 \$ en 2013) et est inscrite dans les frais d'opérations.

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

15 FRAIS REPORTÉS

	2014	2013
Solde au 1er janvier	445 \$	484 \$
Amortissement	(445)	(484)
Frais reportés de l'exercice	450	445
SOLDE	450 \$	445 \$

16 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Coût	2014			
	Solde au 1 ^{er} janvier	Acqui- sition	Cession	Solde au 31 décembre
Terrain, bâtisse et stationnement	2 947 \$	51 \$	31 \$	2 967 \$
Améliorations locatives	267			267
Mobilier-équipement	872	32	11	893
Informatique	173			173
Total du coût	4 259 \$	83 \$	42 \$	4 300 \$
		Amortis- sement	Cession	
Amortissement cumulé				
Bâtisse et stationnement	1 273 \$	65 \$	1 \$	1 337 \$
Améliorations locatives	60	27		87
Mobilier-équipement	669	43	6	706
Informatique	141	10		151
Total de l'amortissement cumulé	2 143 \$	145 \$	7 \$	2 281 \$
Valeur nette comptable				
Terrain, bâtisse et stationnement	1 674 \$			1 630 \$
Améliorations locatives	207			180
Mobilier-équipement	203			187
Informatique	32			22
Valeur nette comptable	2 116 \$			2 019 \$

Coût	2013			
	Solde au 1 ^{er} janvier	Acqui- sition	Cession	Solde au 31 décembre
Terrain, bâtisse et stationnement	2 920 \$	36 \$	9 \$	2 947 \$
Améliorations locatives	267			267
Mobilier-équipement	856	16		872
Informatique	166	7		173
Total du coût	4 209 \$	59 \$	9 \$	4 259 \$
		Amortis- sement	Cession	
Amortissement cumulé				
Bâtisse et stationnement	1 211 \$	66 \$	4 \$	1 273 \$
Améliorations locatives	33	27		60
Mobilier-équipement	620	49		669
Informatique	130	11		141
Total de l'amortissement cumulé	1 994 \$	153 \$	4 \$	2 143 \$
Valeur nette comptable				
Terrain, bâtisse et stationnement	1 709 \$			1 674 \$
Améliorations locatives	234			207
Mobilier-équipement	236			203
Informatique	36			32
Valeur nette comptable	2 215 \$			2 116 \$

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

17 PROVISION POUR SINISTRES EN VOIE DE RÈGLEMENT

La provision pour sinistres en voie de règlement ainsi que la part du réassureur à cet égard constituent des estimations qui peuvent subir des variations importantes dans l'année. Ces variations sont imputables à des événements touchant le règlement ultime des sinistres, mais qui ne sont pas encore survenus et qui ne se réaliseront peut-être pas avant un certain temps. Ces variations peuvent être aussi causées par de l'information supplémentaire concernant les sinistres, des changements à l'interprétation des contrats par les tribunaux ou des écarts importants par rapport aux tendances historiques sur le plan de la gravité ou de la fréquence des sinistres. Les estimations sont principalement fondées sur l'expérience de la société. Les méthodes d'estimation utilisées produisent, de l'avis de la société, des résultats raisonnables compte tenu des données actuellement connues.

Ces estimations sont ensuite actualisées de manière à tenir compte de la valeur temporelle de l'argent. Le taux d'intérêt utilisé pour actualiser la provision est fondé sur le taux de rendement prévu par la société à l'égard de son portefeuille de placement en appariement avec sa provision.

Le montant actualisé de la provision pour sinistres en voie de règlement reflète les hypothèses quant aux revenus de placement futur, aux flux de trésorerie prévus et à la constitution des provisions pour détérioration des résultats. Puisque les estimations relatives aux provisions de sinistres sont assujetties à l'incertitude relative à la mesure, la société inclut des provisions pour écarts défavorables dans ses hypothèses d'évaluation. L'inclusion de provisions pour écarts défavorables est conforme aux normes actuarielles canadiennes. Elles permettent de s'assurer que les montants du passif actuariel sont suffisants pour régler les prestations futures.

La provision pour sinistres en voie de règlement est composée de :	Provision brute	Part du Réassureur	Provision nette
Provision pour sinistres non déclarés au 31 décembre 2014			
Provision	304 \$	9 \$	295 \$
Effet de l'actualisation au taux de 3.2 %	(85)	(30)	(55)
Provision pour écarts défavorables	255	92	163
Total de la provision pour sinistres non déclarés	474	71	403
Provision pour sinistres déclarés au 31 décembre 2014	3 369	1 680	1 689
Provision au 31 décembre 2014	3 843 \$	1 751 \$	2 092 \$

Provision pour sinistres non déclarés au 31 décembre 2013			
Provision	301 \$	23 \$	278 \$
Effet de l'actualisation au taux de 3.6 %	(96)	(38)	(58)
Provision pour écarts défavorables	291	104	187
Total de la provision pour sinistres non déclarés	496	89	407
Provision pour sinistres déclarés au 31 décembre 2013	4 325	1 902	2 423
Provision au 31 décembre 2013	4 821 \$	1 991 \$	2 830 \$

L'évolution de la provision des sinistres en voie de règlement est la suivante :	Provision brute	Part du Réassureur	Provision nette
Provision au 1er janvier 2014	4 821 \$	1 991 \$	2 830 \$
Sinistres et frais de règlement de l'année 2014	11 070	2 548	8 522
Variation de la provision pour les années antérieures à 2014	(574)	(210)	(364)
Effet de l'actualisation en 2014	11	8	3
Total des sinistres subis pour l'exercice au 31 décembre 2014	10 507	2 346	8 161
Sinistres versés au cours de l'exercice 2014	(11 485)	(2 586)	(8 899)
Provision au 31 décembre 2014	3 843 \$	1 751 \$	2 092 \$

Provision au 1er janvier 2013	4 258 \$	1 936 \$	2 322 \$
Sinistres et frais de règlement de l'année 2013	13 845	2 838	11 007
Variation de la provision pour les années antérieures à 2013	45	(57)	102
Effet de l'actualisation en 2013		(3)	3
Total des sinistres subis pour l'exercice au 31 décembre 2013	13 890	2 778	11 112
Sinistres versés au cours de l'exercice 2013	(13 327)	(2 723)	(10 604)
Provision au 31 décembre 2013	4 821 \$	1 991 \$	2 830 \$

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

17 PROVISION POUR SINISTRES EN VOIE DE RÈGLEMENT (SUITE)

La méthode de détermination de la provision pour les sinistres en voie de règlement est la même que celle utilisée lors de l'exercice précédent. Au 31 décembre 2014, les changements d'hypothèses n'ont eu aucune incidence significative sur la provision pour les sinistres en voie de règlement.

Le tableau suivant présente l'évolution des provisions de sinistres en voie de règlement par année de survenance des sinistres. Cette évaluation est fondée sur le règlement de la provision initiale, net de l'attribution d'une portion des revenus générés par les placements en appariement avec la provision.

	Évolution de la provision brute - par année de survenance									
	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
Provision initiale brute	2 730	1 833	2 279	2 319	3 140	3 164	3 785	3 927	3 638	2 245
Évolution de la provision :										
Après 1 an	2 175	1 935	1 955	2 405	2 181	2 650	3 595	3 653	3 419	2 305
Après 2 ans		1 956	1 963	2 237	2 026	2 727	3 781	3 610	5 242	2 229
Après 3 ans			1 919	2 150	2 066	2 646	3 644	3 628	5 276	2 216
Après 4 ans				2 139	2 007	2 440	3 304	3 559	5 112	2 009
Après 5 ans					1 998	2 466	2 938	3 571	5 047	1 976
Après 6 ans						2 409	2 920	3 556	5 040	1 976
Après 7 ans							2 923	3 554	4 950	1 927
Après 8 ans								3 554	4 897	1 924
Après 9 ans									4 848	1 924
Après 10 ans										1 919
Suffisance (insuffisance) cumulative en % de la provision initiale	20%	-7%	16%	8%	36%	24%	23%	9%	-33%	15%

Les provisions brutes initiales des dix dernières années ont une moyenne de suffisance de 11 %.

	Évolution de la provision nette - par année de survenance									
	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
Provision initiale nette	1 969	1 315	1 721	1 660	2 287	2 327	2 113	1 707	1 659	1 574
Évolution de la provision :										
Après 1 an	1 643	1 454	1 525	1 587	1 612	1 867	1 979	1 727	1 542	1 567
Après 2 ans		1 469	1 574	1 486	1 507	1 961	2 033	1 670	1 485	1 471
Après 3 ans			1 540	1 412	1 558	1 867	1 897	1 747	1 511	1 456
Après 4 ans				1 399	1 524	1 765	1 864	1 697	1 492	1 394
Après 5 ans					1 518	1 754	1 865	1 708	1 479	1 367
Après 6 ans						1 698	1 860	1 693	1 475	1 361
Après 7 ans							1 860	1 692	1 467	1 345
Après 8 ans								1 692	1 467	1 344
Après 9 ans									1 467	1 344
Après 10 ans										1 339
Suffisance (insuffisance) cumulative en % de la provision initiale	17%	-12%	11%	16%	34%	27%	12%	1%	12%	15%

Les provisions nettes initiales des dix dernières années ont une moyenne de suffisance de 13 %.

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

17 PROVISION POUR LES SINISTRES EN VOIE DE RÈGLEMENT (SUITE)

Sensibilité au développement des provisions

L'estimation de la provision pour les sinistres en voie de règlement se fonde sur diverses hypothèses. Le taux d'actualisation et la matérialisation de la provision pour les sinistres en voie de règlement sont deux variables importantes de l'évaluation.

La société estime qu'une diminution de 1 % du taux d'actualisation de la provision pour les sinistres en voie de règlement diminuerait le résultat avant impôt de 19 \$ (18 \$ en 2013). L'augmentation de 1 % du taux d'actualisation de la provision pour les sinistres en voie de règlement augmenterait le résultat avant impôt de 18 \$ (19 \$ en 2013).

La société estime qu'une augmentation de 5 % de la matérialisation de la provision pour les sinistres en voie de règlement diminuerait le résultat avant impôt de 201 \$ (251 \$ en 2013). Une diminution de 5 % de la matérialisation des sinistres en voie de règlement augmenterait le résultat de 218 \$ (267 \$ en 2013).

L'échéancier prévu du règlement de la provision pour les sinistres en voie de règlement s'établit ainsi :

31 décembre 2014						
	Moins d'un an	Un à trois ans	Trois à cinq ans	Cinq à dix ans	Plus de dix ans	Valeur au bilan
Provision au passif						
Biens	1 093 \$	112 \$	2 \$	\$	\$	1 207 \$
Responsabilité	489	430	162	5		1 086
Automobiles	1 537	13				1 550
Total	3 119 \$	555 \$	164 \$	5 \$	\$	3 843 \$
Part du réassureur dans la provision à l'actif						
Biens	530 \$	53 \$	1 \$	\$	\$	584 \$
Responsabilité	24	22	8			54
Automobiles	1 112	1				1 113
Total	1 666 \$	76 \$	9 \$	\$	\$	1 751 \$
31 décembre 2013						
	Moins d'un an	Un à trois ans	Trois à cinq ans	Cinq à dix ans	Plus de dix ans	Valeur au bilan
Provision au passif						
Biens	1 932 \$	155 \$	4 \$	\$	\$	2 091 \$
Responsabilité	475	388	139	6		1 008
Automobiles	1 695	27				1 722
Total	4 102 \$	570 \$	143 \$	6 \$	\$	4 821 \$
Part du réassureur dans la provision à l'actif						
Biens	717 \$	53 \$	1 \$	\$	\$	771 \$
Responsabilité	23	19	7			49
Automobiles	1 159	12				1 171
Total	1 899 \$	84 \$	8 \$	\$	\$	1 991 \$

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

18 PRIMES NON GAGNÉES

Le rapprochement de la provision pour les primes non gagnées est la suivante:	Primes non gagnées		
	brutes	Part du Réassureur	nettes
Solde au 1er janvier 2013	9 333 \$	1 868 \$	7 465 \$
Primes souscrites	18 945	4 662	14 283
Primes gagnées au cours de l'exercice	(18 616)	(4 555)	(14 061)
Primes non gagnées au 31 décembre 2013	9 662 \$	1 975 \$	7 687 \$
Primes souscrites	19 690 \$	5 053 \$	14 637 \$
Primes gagnées au cours de l'exercice	(19 358)	(4 863)	(14 495)
Primes non gagnées au 31 décembre 2014	9 994 \$	2 165 \$	7 829 \$

19 COMMISSIONS DE RÉASSURANCE NON GAGNÉES

	2014	2013
Solde au 1 ^{er} janvier	560 \$	522 \$
Amortissement de l'exercice	(560)	(522)
Commissions de réassurance non gagnées de l'exercice	614	560
Solde	614 \$	560 \$

20 FOURNISSEURS ET AUTRES FRAIS COURUS

	2014	2013
Membres	33 \$	70 \$
Rémunération et charges sociales	423	434
Acquisition d'immobilisations corporelles		6
Taxes de vente	394	94
Autres fournisseurs et frais courus	266	545
	1 116 \$	1 149 \$

21 PARTS SOCIALES

La société est autorisée à émettre 1 000 000 de parts sociales, rachetables au gré du détenteur, sans droit de vote, d'une valeur nominale de 5 dollars chacune. Au 31 décembre 2014, la société a 986 parts sociales émises (986 en 2013).

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

22 PARTS PRIVILÉGIÉES

Autorisées

100 000 parts privilégiées de catégorie « A » ou « B », sans droit de vote, rachetables, catégorie « A » au gré du détenteur, catégorie « B » au gré de l'émetteur, intérêts annuels de rangs prioritaires et cumulatifs au taux maximum des obligations du Québec 10 ans majoré de 3 %, d'une valeur nominale de 100 dollars chacune :

Catégorie « A », prioritaires aux parts sociales.

Catégorie « B », prioritaires à la catégorie « A ».

La société n'a aucune part privilégiée d'émission.

23 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

	2014	2013
Placements disponibles à la vente		
Gains non réalisés	1 489 \$	1 259 \$
Pertes non réalisées	(129)	(108)
	1 360	1 151
Impôts afférents	(366)	(310)
	994	841
Gains (pertes) actuariels sur les régimes de retraite	(1 161)	(839)
Impôts afférents	312	225
	(849)	(614)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	145 \$	227 \$

24 GESTION DU CAPITAL

La société définit son capital comme l'ensemble des éléments qui sont présentés dans les capitaux propres.

La gestion du capital de la société est effectuée de façon à préserver un capital adéquat afin de permettre un développement optimal. Elle vise également à respecter les exigences en matière de capital dictées par l'Autorité des marchés financiers. Les politiques et les procédures de la société sont établies afin de gérer et de limiter les risques auxquels la société est exposée. Le conseil d'administration de la société a approuvé une politique de gestion du capital. La conformité à cette politique fait l'objet d'un suivi périodique.

La société est tenue, par la Loi sur les assurances du Québec, de respecter des exigences en matière de capital. L'autorité des marchés financiers exige que la société établisse un niveau cible interne de capital reflétant son profil de risque et qu'elle se conforme à un test de capital minimum (TCM). Le niveau cible, dont la société s'est dotée, est de maintenir un test de capital minimum (TCM) supérieur à 210 % (200 % en 2013).

Au 31 décembre 2014, le TCM de la société répond aux exigences réglementaires et est composé des montants suivants :

	2014	2013
Capital disponible	14 506 \$	15 874 \$
Capital requis	2 719	3 203
Excédent du capital disponible sur le capital requis	11 787	12 671
Capital excédentaire au niveau cible de la société	8 796 \$	9 468 \$
Ratio du capital disponible sur le capital requis (TCM)	534 %	496 %

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

25 ENGAGEMENTS

La société loue des locaux dont les baux viennent à échéance en septembre 2021. Le contrat est renouvelable à leur échéance.

	2014	2013
Dépenses de loyer		
Moins d'un an	120 \$	117 \$
Un à cinq ans	517	506
Plus de cinq ans	246	383
Total	883 \$	1 006 \$

Elle loue également des équipements et des automobiles dont les baux viennent à échéance entre juin 2015 et décembre 2019. Il n'y a pas d'option de renouvellement prévu à l'échéance dans ces contrats.

Les paiements minimaux futurs à effectuer en vertu de ces contrats de location simple non résiliable sont les suivants:

	2014	2013
Dépenses de location d'auto et d'équipement		
Moins d'un an	26 \$	19 \$
Un à cinq ans	32	22
Total	58 \$	41 \$

La société est le bailleur pour des locaux dont le bail vient en échéance le 31 décembre 2016.

	2014	2013
Revenus de loyer		
Moins d'un an	5 \$	5 \$
Un à cinq ans	5	9
Total	10 \$	14 \$

En 2013, la société et les autres sociétés mutuelles membres du Groupe Promutuel se sont engagées à souscrire un montant supplémentaires de 12 200 \$ réparti également en actions privilégiées et en titres de créances de Promutuel Société de portefeuille inc. La souscription de la société sera fonction de son test de capital minimum lors de la demande de souscription de capital. Au 31 décembre 2014, la part de la souscription de la société en actions privilégiées et en titres de créances de Promutuel Société de portefeuille inc. est évaluée à 650 \$.

Le Fonds de placement Promutuel a effectué un appel de capital pour le Fonds de développement. Au 31 décembre 2014, il reste des appels de capital pour deux versements annuels de 50 \$ pour les exercices 2015 et 2016.

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

25 ENGAGEMENTS (SUITE)

En avril 2014, Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale a adopté une cotisation spéciale annuelle pour le financement de projets de 3 % des primes souscrites au 31 décembre de l'exercice précédent. Il y a 25 % du montant de la cotisation qui est réparti également en nombre de sociétés au 1er janvier et le solde de 75 % est en proportion des primes souscrites des sociétés. La société doit aussi verser une cotisation générale annuelle établie en fonction de ses primes souscrites de l'exercice précédent. Pour 2015, les cotisations régulières et spéciales sont estimées à 994 \$.

Au 30 novembre 2014, Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale a un déficit accumulé de 12 millions de dollars. Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale a le pouvoir, selon la Loi sur les assurances du Québec, de procéder à des cotisations générales ou spéciales des sociétés mutuelles membres pour rembourser ce déficit. Les primes souscrites de la société représentent 3 % des primes souscrites de Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale.

26 RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants incluent les administrateurs ainsi que les cadres de la société. La rémunération cumulative des principaux dirigeants est :

	Adminis- trateurs	Cadres	Total
Au 31 décembre 2014			
Avantages à court terme	77 \$	510 \$	587 \$
Avantages postérieurs à l'emploi		318	318
Total de la rémunération au 31 décembre 2014	77 \$	828 \$	905 \$

	Adminis- trateurs	Cadres	Total
Au 31 décembre 2013			
Avantages à court terme	37 \$	580 \$	617 \$
Avantages postérieurs à l'emploi		56	56
Total de la rémunération au 31 décembre 2013	37 \$	636 \$	673 \$

27 INCIDENCE DES PROGRAMMES DE RÉASSURANCE SUR LE RÉSULTAT PROGRAMME DE CESSION DE RÉASSURANCE

Dans le cours normal des affaires, la société réassure certains risques auprès de son réassureur en vue de limiter sa responsabilité en cas de sinistres ou d'une série de sinistres résultant d'un même événement. L'incidence de la cession de la réassurance sur le résultat étendu de la société est la suivante :

	2014	2013
Cession de prime au réassureur	(4 863) \$	(4 555) \$
Recouvrement de sinistre du réassureur	2 346	2 778
Commissions de réassurance	1 123	1 006
Augmentation (diminution) du résultat avant impôts	(1 394) \$	(771) \$

PROGRAMME DE RÉASSURANCE ACCEPTÉE

À la suite d'ententes de réassurance avec son réassureur, la société participe aux opérations de réassurance effectuées par son réassureur dans le « Mécanisme de répartition Promutuel » et le « Mécanisme de répartition Promutuel Associés ». L'entente de réassurance avec « Mécanisme de répartition Promutuel Associés » s'est terminée le 1er janvier 2013 et celle avec « Mécanisme de répartition Promutuel » s'est terminée le 1er janvier 2014. En 2014, les opérations de réassurance acceptée n'ont eu aucune incidence sur le résultat étendu de la société (perte de 2 \$ en 2013).

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

28 CONCENTRATION DU RISQUE D'ASSURANCE

Renseignements géographiques

Les activités d'assurance se déroulent exclusivement dans la province de Québec. La majorité des polices de la société sont concentrées dans le territoire établi par Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale.

Principaux clients

Les produits de la société sont issus de nombreux titulaires de police. Aucun titulaire ne génère plus de 10 % du total des produits.

Les primes souscrites par secteur d'activité sont les suivantes :

	2014	2013
Primes directes souscrites		
Automobiles	8 012 \$	7 969 \$
Biens et responsabilité	11 688	11 160
Total des primes directes souscrites	19 700	19 129
Réassurance acceptée	(10)	(184)
Total des primes souscrites	19 690 \$	18 945 \$

Les primes nettes gagnées par secteur d'activité sont les suivantes :

	2014	2013
Primes directes nettes gagnées		
Automobiles	7 222 \$	7 024 \$
Biens et responsabilité	7 273	7 025
Total des primes directes nettes gagnées	14 495	14 049
Réassurance acceptée		12
Total des primes nettes gagnées	14 495 \$	14 061 \$

29 SENSIBILITÉ AUX RISQUES D'ASSURANCE PAR SECTEUR

Taux bruts	2014			2013		
	Taux sinistres bruts	Taux frais bruts	Taux combinés bruts	Taux sinistres bruts	Taux frais bruts	Taux combinés bruts
Primes directes						
Automobiles	60 %	-	-	66 %	-	-
Biens et responsabilité	50 %	-	-	81 %	-	-
Total primes directes	54 %	38 %	92 %	75 %	35 %	110 %
Réassurance acceptée	%	%	%	92 %	25 %	117 %
Total	54 %	38 %	92 %	75 %	35 %	110 %

Taux nets	2014			2013		
	Taux sinistres nets	Taux frais nets	Taux combinés nets	Taux sinistres nets	Taux frais nets	Taux combinés nets
Primes directes						
Automobiles	63 %	-	-	71 %	-	-
Biens et responsabilité	49 %	-	-	87 %	-	-
Total primes directes	56 %	43 %	99 %	79 %	39 %	118 %
Réassurance acceptée	%	%	%	92 %	25 %	117 %
Total	56 %	43 %	99 %	79 %	39 %	118 %

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

29 SENSIBILITÉ AUX RISQUES D'ASSURANCE PAR SECTEUR (SUITE)

Au 31 décembre 2014, la société évalue qu'une modification du taux de sinistres nets ou du taux des frais nets aurait l'effet suivant sur le résultat net :

	Exercice terminé le 31 décembre 2014		
	Diminution du résultat		
	avant impôts	impôts	net
Augmentation de 5 % du taux des sinistres nets sur les primes directes			
Automobiles	361 \$	97 \$	264 \$
Biens et responsabilité	364	98	266
Total primes directes	725	195	530
Augmentation de 1 % du taux de frais nets total	145 \$	39 \$	106 \$

	Exercice terminé le 31 décembre 2013		
	Diminution du résultat		
	avant impôts	impôts	net
Augmentation de 5 % du taux de sinistres nets sur les primes directes			
Automobiles	351 \$	94 \$	257 \$
Biens et responsabilité	351	95	256
Total primes directes	702	189	513
Réassurance acceptée	1		1
Total	703 \$	189 \$	514 \$
Augmentation de 1 % du taux de frais nets total	141 \$	38 \$	103 \$

Une diminution du même pourcentage aurait l'effet inverse sur le résultat net de la société.

30 GESTION DES RISQUES

La politique de placement de la société définit les objectifs, la répartition, les contraintes, les responsabilités ainsi que les critères d'évaluation de la performance. La conformité à cette politique fait l'objet d'un suivi périodique.

Les analyses de sensibilité ne comprennent pas l'incidence de la variation des risques reliés aux régimes de retraite de la société.

A) Risque de taux d'intérêt

Un risque de taux d'intérêt existe lorsqu'un actif financier est investi dans un instrument financier portant intérêt à taux fixe. Ces actifs financiers sont exposés au risque que la valeur des instruments financiers portant intérêt varie en raison de la fluctuation des taux d'intérêt du marché. Certains actifs financiers, comme les actions, ne portent pas intérêt. De ce fait, la société est peu exposée à ces instruments financiers au risque découlant des fluctuations des taux d'intérêt en vigueur.

De plus, les fluctuations de taux d'intérêts modifient l'évaluation de la valeur de la provision des sinistres en voie de règlement. Cette évaluation est effectuée selon le taux de rendement prévu des actifs détenus en appariement.

Au 31 décembre 2014, la société estime qu'une fluctuation de plus ou moins 1 % serait considérée comme probable selon l'évolution récente des conditions des marchés financiers. Elle estime qu'une variation de 1 % des taux d'intérêt aurait l'effet suivant sur le résultat étendu de la société :

	2014	2013
Augmentation de 1 % du taux d'intérêt		
Résultat net	48 \$	48 \$
Autres éléments du résultat étendu	(439)	(456)
Avoir des membres	(391) \$	(408) \$
Diminution de 1 % du taux d'intérêt		
Résultat net	(48) \$	(48) \$
Autres éléments du résultat étendu	439	456
Avoir des membres	391 \$	408 \$

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

30 GESTION DES RISQUES (SUITE)

L'échéancier et les taux d'intérêt des placements s'établissent ainsi :

	Échéancier au 31 décembre 2014					Valeur au bilan
	Moins d'un an	Un à trois ans	Trois à cinq ans	Cinq à dix ans	Plus de dix ans	
Placements						
Dépôts à terme	101 \$	\$	\$	\$	\$	101 \$
Obligations	912	759	107	654		2 432
Billet à terme	550	1 400				1 950
Billet à terme - Promutuel Société de portefeuille Inc.					25	25
	1 563 \$	2 159 \$	107 \$	654 \$	25 \$	4 508 \$
Total (en pourcentage)	35 %	48 %	2 %	14 %	1 %	100 %
Taux d'intérêt effectif	2.46 %	2.94 %	1.63 %	2.52 %	6.96 %	2.70 %

	Échéancier au 31 décembre 2013					Valeur au bilan
	Moins d'un an	Un à trois ans	Trois à cinq ans	Cinq à dix ans	Plus de dix ans	
Placements						
Dépôts à terme	101 \$	101 \$	\$	\$	\$	202 \$
Obligations	607	2 336	209	618		3 770
Billet à terme	850	900				1 750
	1 558 \$	3 337 \$	209 \$	618 \$	\$	5 722 \$
Total (en pourcentage)	27 %	58 %	4 %	11 %	- %	100 %
Taux d'intérêt effectif	3.55 %	2.41 %	2.44 %	3.59 %	%	2.85 %

Pour gérer le risque de fluctuation de taux d'intérêt, la société est dotée d'une politique de placement approuvée par son conseil d'administration, qui prévoit l'appariement de ses éléments d'actif et de passif. Les placements de la société doivent respecter la structure de ses engagements financiers.

B) Risque de change

Le risque de change est le risque que la valeur d'un instrument financier libellé en devises étrangères fluctue en raison de la variation des taux de change.

Les opérations de la société sont effectuées en totalité en devises canadiennes. Par conséquent, la société n'est pas exposée à un risque de change.

C) Autre risque de marché

Un autre risque de marché est le risque que la valeur des instruments financiers varie par suite des fluctuations des prix du marché autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou de taux de change. Ces fluctuations peuvent être attribuables à des facteurs spécifiques à l'émetteur ou à des facteurs influant sur tous les instruments négociés sur un marché. Le risque maximum découlant des instruments financiers est équivalent à leur juste valeur. La société gère ce risque par une diversification des titres détenus.

Au 31 décembre 2014, la société estime qu'une hausse de 10 % des marchés boursiers augmenterait le résultat étendu et l'avoir des membres de 682 \$ (553 \$ en 2013). Une diminution de 10 % aurait l'effet équivalent à l'inverse.

Un changement de 10 % est considéré comme probable selon l'évolution récente des conditions des marchés boursiers.

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

30 GESTION DES RISQUES (SUITE)

D) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que les sources de liquidité deviennent insuffisantes pour respecter les versements prévus sur les passifs financiers. Afin de gérer ses exigences de trésorerie, la société conserve des liquidités et une partie de ses placements sous forme de titres facilement négociables pour pallier tout risque de liquidité.

L'échéance contractuelle des passifs financiers, des provisions liées aux contrats d'assurance et des taxes de vente de la société s'établit ainsi :

	Échéancier au 31 décembre 2014					Valeur au bilan
	Moins d'un an	Un à trois ans	Trois à cinq ans	Cinq à dix ans	Plus de dix ans	
Provisions pour						
Sinistres en voie de règlement	3 119 \$	555 \$	164 \$	5 \$	\$	3 843 \$
Primes non gagnées	9 994					9 994
Commissions de réassurance non gagnées	614					614
Créditeurs	1 231					1 231
Parts sociales	5					5
TOTAL	14 963 \$	555 \$	164 \$	5 \$	\$	15 687 \$

	Échéancier au 31 décembre 2013					Valeur au bilan
	Moins d'un an	Un à trois ans	Trois à cinq ans	Cinq à dix ans	Plus de dix ans	
Provisions pour						
Sinistres en voie de règlement	4 102 \$	570 \$	143 \$	6 \$	\$	4 821 \$
Primes non gagnées	9 662					9 662
Commissions de réassurance non gagnées	560					560
Créditeurs	1 258					1 258
Parts sociales	5					5
TOTAL	15 587 \$	570 \$	143 \$	6 \$	\$	16 306 \$

E) Risque de crédit et diversification

Le risque de crédit correspond au risque que des contreparties ou des débiteurs ne respectent pas leurs engagements envers la société. Les politiques de placement et de financement de primes de la société visent à limiter ce risque en assurant une diversification des contreparties ou des débiteurs, et une exposition limitée à un même émetteur. De plus, la politique de placement impose des minimums sur la cote de crédit des émetteurs.

Au 31 décembre 2014, aucun actif financier ne représente 10% et plus du total des actifs financiers de la société.

F) Risque de tarification

Le risque lié à la tarification est le risque selon lequel un prix établi est insuffisant pour assurer un rendement adéquat pour les membres, comparativement aux objectifs de rentabilité de la société. Ce risque peut relever d'une évaluation inadéquate du marché ou des coûts liés aux sinistres.

La société gère ce risque au moyen d'analyses régulières de sa tarification comparée à sa récente expérience et au taux du marché. Les hypothèses entourant la tarification sont révisées régulièrement et tiennent compte des coûts de la réassurance.

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

30 GESTION DES RISQUES (SUITE)

G) Risque de souscription

Le risque de souscription correspond au risque résultant de la sélection des risques et de la gestion des clauses des contrats d'assurance. La société s'est dotée de politiques de souscription et d'inspection des risques qui définissent ses limites de rétention et sa tolérance au risque. Lorsque les limites de rétention de la société sont atteintes, la société cède le risque excédentaire à son réassureur.

H) Risque de réassurance

La société a comme politique de réassurer ses contrats d'assurance afin de limiter son exposition à des pertes importantes. La réassurance ne dégage pas la société de ses engagements envers ses détenteurs de police. Par conséquent, la société est exposée au risque de crédit lié aux montants cédés au réassureur. Cependant, la société surveille régulièrement la situation financière de son réassureur.

Le contrat de réassurance indique que la société est sujette à une rétention nette de 300 \$ (300 \$ en 2013) par événement. De plus, l'ensemble des sociétés mutuelles membres du Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale est protégé jusqu'à concurrence de 190 000 \$ (150 000 \$ en 2013) dans le cas où un seul événement donnerait lieu à une série d'indemnités.

I) Risque d'évaluation de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation pour mesurer la juste valeur. La hiérarchie comporte 3 niveaux :

Niveau 1 : évaluation fondée sur les cours du marché (non ajustés) observés sur des marchés actifs

Niveau 2 : techniques d'évaluation fondées sur une part importante de paramètres observables sur le marché

Niveau 3 : techniques d'évaluation fondées sur une part importante de paramètres non observables sur le marché

	2014			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers au bilan évalués à la juste valeur :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	678 \$	\$	\$	678 \$
Placements disponibles à la vente		18 014	957	18 971
	678 \$	18 014 \$	957 \$	19 649 \$

I) Risque d'évaluation de la juste valeur (suite)

	2013			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers au bilan évalués à la juste valeur :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	499 \$	\$	\$	499 \$
Placements disponibles à la vente		16 128	932	17 060
	499 \$	16 128 \$	932 \$	17 559 \$

Actifs évalués à la juste valeur selon le niveau 3		2014	2013
Provision au 1er janvier		932 \$	606 \$
Total des gains ou des pertes			
Résultat net		5	(3)
Autres éléments du résultat étendu		(55)	
Acquisitions		75	356
Dispositions			(27)
Solde au 31 décembre		937 \$	932 \$

Il n'y a eu aucun transfert entre le niveau 1, 2 et 3 pour les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013.

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2014

en milliers de dollars, sauf indication contraire

30 GESTION DES RISQUES (SUITE)

J) Évaluation à la juste valeur

La juste valeur des instruments financiers est établie selon les méthodes suivantes :

- Les dépôts à terme et les billets à terme sont évalués avec des techniques basées selon l'actualisation des flux de trésorerie contractuels aux taux d'intérêt du marché pour des instruments comportant des conditions similaires.
- Les obligations et le Fonds de placement Promutuel avec des techniques d'évaluation fondées sur une part importante de paramètres observables sur le marché.
- La juste valeur de la participation dans le capital de Promutuel Réassurance et de Fonds de garantie Promutuel est établie à partir de la valeur de rachat de cette participation puisqu'elles sont rachetables à un prix déterminable au moment de leur émission et ne peuvent être modifiées par les résultats financiers subséquents.
- La société effectue annuellement l'évaluation de la juste valeur des actions de Promutuel Société de portefeuille inc. Elle est établie à partir d'un modèle d'évaluation interne utilisant des données observables sur le marché.
- La juste valeur de la trésorerie, les primes à recevoir et autres débiteurs et les créditeurs est présumée correspondre à leur valeur comptable compte tenu de leur échéance à court terme ou que le taux d'intérêt de l'instrument se rapproche des taux en vigueur observables sur le marché.

31 OPÉRATIONS AVEC LES INSTITUTIONS DU GROUPE PROMUTUEL

La société est membre de Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale. Elle participe au capital de Promutuel Réassurance, de Promutuel Société de portefeuille inc. et de Fonds de garantie Promutuel. De plus, par le biais du Fonds de placement Promutuel, elle détient une participation dans le Fonds de développement Promutuel et dans des fonds communs de placement de titres de créances et de capitaux propres.

Les frais d'opérations et les indemnités et frais inhérents à l'état des résultats incluent une somme de 1 705 \$ (1 738 \$ en 2013) engagée auprès des institutions du Groupe. Ces frais comprennent principalement les services informatiques et la contribution à la Fédération. Les opérations de réassurance sont conclues avec Promutuel Réassurance.

Glossaire de termes financiers

Certains termes figurant dans ce rapport financier sont employés dans le sens défini ci-dessous, lequel est propre au secteur canadien de l'assurance ou à Groupe Promutuel.

CÉDER Terme de réassurance servant à décrire l'achat par un assureur initial d'une assurance auprès du réassureur qui prend le risque à sa charge, afin de couvrir la totalité ou une partie d'un risque assuré par l'assureur initial.

CESSION AU RÉASSUREUR Pour chaque prime souscrite, un montant est versé au réassureur, selon le traité de réassurance en vigueur.

COÛT DES SINISTRES

i) **Indemnités et frais inhérents (bruts)** Total des montants des sinistres engagés en vertu d'une police d'assurance, par suite d'un sinistre lié à un événement assuré, y compris les frais de règlements, tels que les frais d'experts, les frais internes et les frais juridiques.

ii) **Recouvrement du réassureur** En conformité avec le traité de réassurance en vigueur, total des sommes recouvrées auprès du réassureur en ce qui concerne le règlement des sinistres.

ÉVALUATION À LA JUSTE VALEUR Évaluation qui a pour objectif de déterminer approximativement les montants auxquels les instruments financiers pourraient être échangés dans une opération courante entre des parties consentantes.

FRAIS D'OPÉRATION Incluent les frais d'exploitation (les frais d'administration principalement) et les frais d'acquisition (les frais de vente).

PARTS PRIVILÉGIÉES Éléments des capitaux propres de la société, émis en conformité avec le règlement autorisant l'émission de parts privilégiées de la société.

PRIMES BRUTES GAGNÉES En assurance de dommages, primes gagnées en fonction du temps écoulé, sans tenir compte de la réassurance.

PRIMES NETTES GAGNÉES En assurance de dommages, primes gagnées en fonction du temps écoulé, déduction faite des primes de réassurance.

PRIMES NON GAGNÉES En assurance de dommages, les primes non gagnées représentent la proportion des primes souscrites afférentes à la période de couverture restante à la clôture de l'exercice. Il s'agit d'un passif pour la société car, advenant le cas d'annulation de la police, la prime non gagnée est payable à l'assuré.

PRIMES SOUSCRITES En assurance de dommages, primes stipulées dans les contrats d'assurance conclus au cours de l'exercice.

RÉASSUREUR Assureur reprenant la totalité ou une partie d'un risque pris en charge à l'origine par l'assureur.

RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES Résultat net exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens d'ouverture et de clôture.

RÉSULTAT D'ASSURANCE Résultat de l'exercice en cours des activités d'assurance. Aussi appelé « résultat technique ». Il s'agit des primes (-) les frais reliés aux sinistres engagés (-) les frais (opérations, taxes sur primes et revenus de commissions de réassurance).

REVENUS DE COMMISSIONS DE RÉASSURANCE Sommes reçues du réassureur en vertu du traité de réassurance en vigueur à titre de rétribution sur les primes cédées par la société mutuelle.

SINISTRES EN VOIE DE RÈGLEMENT Montant comptabilisé à titre de passif afin de couvrir le coût estimatif ultime du règlement des sinistres, incluant les sinistres subis mais non déclarés découlant d'événements survenus avant la fin de l'exercice, déduction faite des montants versés relativement à ces sinistres.

TAXE SUR PRIMES D'ordre provincial, cette taxe obligatoire est calculée sur les primes souscrites de l'exercice.

TEST DU CAPITAL MINIMUM (TCM) Normes minimales de capital à respecter à l'égard des sociétés d'assurance de dommages, établies selon les directives de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

TRAITÉ DE RÉASSURANCE Entente en vertu de laquelle un assureur souscrit à son tour une assurance auprès d'un autre assureur pour la totalité ou une partie du risque qu'il assure. Malgré une telle entente, l'assureur demeure tout de même totalement responsable de ses engagements à l'égard de ses titulaires de contrats.

